

Initiatives ministérielles

Mais ici encore, en ce qui touche aux comités, je crois que ce qui arrive est en partie attribuable au fait que le gouvernement a eu beaucoup de difficulté à maintenir sa présence au sein des comités, au fait qu'il a souvent été radicalement sous-représenté dans les comités. Je crois que ce problème, qui afflige non seulement le gouvernement, mais aussi tout le monde, s'explique en partie par le fait que l'on n'a jamais vu se concrétiser les grandes attentes que le rapport McGrath avait permis d'entretenir à l'égard de ces nouveaux comités qui devaient être soumis à de nouvelles règles et qui devaient être écoutés.

Je regarde le député d'Annapolis Valley-Hants et je me souviens de l'époque où il était président du Comité permanent des transports. Lorsque les membres de ce comité ont unanimement pris position contre les compressions décrétées à Via, ils auraient tout aussi bien pu se jeter de la Tour de la Paix puisque personne n'a porté attention à cette prise de position unanime de la part des membres d'un comité pourtant très respecté et établi depuis longtemps.

Une voix: Le Comité était unanime?

M. Blaikie: Tout le Comité s'est prononcé contre les compressions à Via et le gouvernement n'y a porté aucune attention.

Un comité a unanimement recommandé certaines mesures concernant l'irradiation des aliments et le ministre de la Santé de l'époque, qui est maintenant ministre de l'Énergie, n'en a pas tenu compte. On ne compte plus les cas où des comités ont cru qu'ils pourraient changer les choses et où ils ont fait chou blanc.

Le gouvernement ne porte pas attention aux travaux des comités, à moins qu'il ne s'attende à ce que l'un d'eux approuve sa politique. J'ai siégé au sein du Comité permanent des affaires étrangères. Nous sommes allés en Union soviétique et dans les deux Allemagnes qui n'en forment plus qu'une maintenant. Nous avons préparé un rapport contenant des recommandations sur le rôle du Canada au sein de l'OTAN, etc. Plusieurs semaines après la publication du rapport, j'ai rencontré l'ambassadeur du Canada auprès de l'OTAN. Je lui ai alors demandé ce qu'il pensait de notre rapport. Il m'a répondu: «Quel rapport?» Quel rapport, monsieur le Président, parce que le gouvernement ou ses ministères quels qu'ils soient ne montrent aucune intention de prendre au sérieux les travaux réalisés en comité. Et pourtant c'est souvent en comité que se fait le meilleur travail comme ici, comme

l'ont dit des députés qui ne cherchent pas simplement à se vanter. Il y a de l'excellent travail qui se fait en comité.

Mais il semble que ce travail ne donne rien. Pourquoi, monsieur le Président? Parce qu'une partie de plus en plus grande du pouvoir politique se trouve entre les mains d'un groupe de moins en moins nombreux de conseillers du premier ministre: il y a son spécialiste des sondages, son faiseur d'image, ses conseillers sur ceci et cela. Les Canadiens commencent à comprendre ce que moi-même j'ai dû admettre à contrecœur, c'est que nous sommes aux prises avec une dictature élue pour quatre ans, qui regroupe un nombre très restreint de personnes, et que le reste d'entre nous ne comptons pas. On ne fait que du remplissage. On ne sert qu'à préserver l'image d'une démocratie jusqu'aux prochaines élections.

Une voix: C'est vrai. C'est ce qui se passe.

M. Blaikie: Qu'on le veuille ou non, nous sommes tous manipulés à différents degrés, parce que les vraies décisions se prennent ailleurs. Elles ne sont pas prises seulement au cabinet du premier ministre. Certaines des décisions que prennent les conseils d'administration des grandes sociétés au pays ont une certaine influence sur ce qui se passe au cabinet du premier ministre.

Cela contribue, à mon avis, au malaise général. Je ne vois aucune autre solution qu'une rébellion générale où la population exigerait un véritable processus politique, un véritable débat politique et un véritable Parlement. Je crois que c'est de ce sentiment d'aliénation et de colère que se nourrissent les nouveaux mouvements politiques, comme le Parti réformiste. Je ne crois pas qu'ils représentent la solution au problème, mais ils profitent certainement de la colère légitime qu'éprouve la population.

Monsieur le Président, je vois que vous me faites signe, oui, non, je ne sais plus. Je pourrais certainement poursuivre sur cette lancée. Je crois avoir expliqué pourquoi je pense que cette réforme va à l'encontre de ce que le Comité McGrath avait en tête. Certains députés ministériels doivent avoir des sentiments assez partagés à propos de ces réformes et doivent comprendre mon argumentation, même s'ils ne peuvent m'approuver.

J'espère que, dans un très proche avenir, nous pourrions aborder quelques-unes des questions ardues que le Comité Lefebvre, et le Comité McGrath après lui, ont négligées et dont cette réforme-ci ne tient pas compte non plus, c'est-à-dire les moyens à prendre pour donner un peu plus de substance à la période des questions et faire augmenter au lieu de réduire le nombre des députés qui peuvent intervenir. C'est l'une de nos difficultés. Si